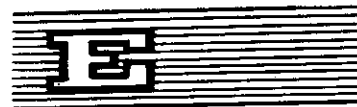




69737



**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

Distr.  
LIMITÉE

E/ECA/HUS/11  
15 avril 1985

Original : FRANCAIS

**COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

Troisième réunion du Comité régional  
intergouvernemental mixte des établissements  
humains et de l'environnement

22-26 juillet 1985  
Addis-Abeba (Ethiopie)

**RAPPORT INTERIMAIRE SUR LA MISE EN OEUVRE DES ACTIVITES  
DANS LE DOMAINE DES ETABLISSEMENTS HUMAINS PENDANT LA  
PERIODE BIENNALE 1984-1985**

## I. INTRODUCTION

1. La deuxième réunion du Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement s'est tenue au siège de la CEA du 16 au 19 janvier 1984. Au cours de cette réunion, le Comité a passé en revue les activités entreprises par son secrétariat au cours de la période 1982-1983, identifié les domaines d'action prioritaires appelés à régir ses futurs programmes et activités, et adopté l'importante résolution 4(II) : "perspective concernant les activités en matière d'établissements humains au cours de la période biennale 1984-1985".

2. Conformément aux dispositions institutionnelles qui régissent les activités de la Commission économique pour l'Afrique, résolution I(I) du Comité régional intergouvernemental des établissements humains et résolution 358 (XIV) de la Conférence des ministres de la CEA, le rapport et les résolutions adoptés à la deuxième réunion du Comité régional intergouvernemental mixte ont été présentés à la cinquième réunion du Comité technique préparatoire plénier qui s'est tenue à Addis-Abeba du 16 au 23 avril 1984.

3. Le Comité technique préparatoire plénier a étudié le rapport et les résolutions du comité mixte et il a présenté ses observations et recommandations à la dixième réunion de la Conférence des ministres de la Commission qui s'est également tenue à Addis-Abeba du 26 au 30 avril 1984.

4. Après avoir examiné les conclusions du Comité technique préparatoire plénier, la Conférence des ministres a adopté la résolution 518 (XIX) intitulée "établissements humains" <sup>1/</sup>.

5. Dans cette résolution, la Conférence des ministres a entériné le rapport et les résolutions adoptés à la deuxième réunion du Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement et elle a, entre autres, recommandé que soit renforcée la coopération entre le secrétariat de la CEA, le CNUEH, la FAO, l'OIT, l'ONUDI et toutes les organisations non gouvernementales et intergouvernementales en vue de promouvoir les activités en matière d'établissements humains dans la région africaine.

6. L'objet du présent rapport est de donner un aperçu général des principales activités entreprises par la Commission économique pour l'Afrique dans le domaine des établissements humains depuis la deuxième réunion du Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement en janvier 1984. Les problèmes rencontrés dans la mise en oeuvre de son programme d'activités ainsi que les efforts déployés pour leur trouver une solution sont également examinés dans le rapport.

## II. ETAT D'AVANCEMENT DES ACTIVITES

7. Les activités entreprises par le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique dans le domaine des établissements humains pendant la période allant de février 1984 à juin 1985 pour mettre en oeuvre son programme ont porté sur les points suivants :

---

<sup>1/</sup> Voir annexe I.

- la planification physique;
- le développement des industries des matériaux de construction et du bâtiment;
- les mécanismes de financement des établissements humains;
- la participation populaire dans la construction de logements sociaux;
- la coopération entre la CEA et d'autres organisations internationales appartenant ou non au système des Nations Unies.

A. Planification physique

i) Formation dans le domaine des établissements humains

8. Une série d'activités ont été entreprises dans le domaine de la formation, ceci pour compléter celles déjà mises en oeuvre depuis la première réunion du Comité mixte qui avait souligné le caractère prioritaire de la formation des cadres nécessaires à la formulation et à la mise en oeuvre dans la région des politiques et programmes d'établissements humains. A cet égard, une mission a été envoyée au Maroc, en Algérie, en Tunisie et au Sénégal pour étudier les expériences de ces pays dans le domaine de la formation des cadres en matière de planification physique; et, une étude pour l'amélioration et le développement des programmes de formation dans le domaine des établissements humains en Afrique a été réalisée.

9. La mission ci-dessus indiquée complète celle déjà entreprise dans six pays de l'Afrique de l'Est et australe. Les informations collectées au cours de ces missions et les conclusions de la réunion de groupe d'experts sur les institutions et mécanismes régionaux de formation dans le domaine des établissements humains convoquée par la CEA, ont permis de réaliser une publication technique.

10. Cette publication technique est divisée en quatre parties distinctes : a) les besoins en matière de formation dans le domaine de la planification physique; b) programmes de formation spécifiques en vue de la fourniture des compétences en matière de construction en Afrique; c) logements populaires, pratiques en matière d'urbanisme et adaptation des établissements et programmes de formation dans le contexte africain; d) mesures et propositions propres à assurer le développement des services et programmes de formation dans le domaine des établissements humains.

11. Dans la première partie, il est souligné que la formation des cadres africains dans le domaine de la planification physique ne devait pas se faire par un simple transfert sur le sol africain des méthodes pédagogiques utilisées en Europe, en Amérique ou en Asie. Ceci est d'autant plus important que les enseignements devaient répondre aux besoins particuliers des pays africains et le mode de formation à la volonté de développement rapide des sociétés africaines. L'enseignement doit donc être adapté à l'évolution des techniques et procédés en usage dans la région africaine. Les programmes doivent être orientés de manière à assurer la formation de cadres capables de mettre en place les structures nécessaires au développement. La formation professionnelle d'une manière générale exige des moyens importants, il serait souhaitable que les pays fassent preuve d'initiative dans le domaine de la planification physique. La nécessité d'établir un lien étroit entre la formation et la recherche permettrait également d'adapter les méthodes et les programmes de formation aux conditions locales.

12. La deuxième partie fait état de la pénurie aiguë de personnel technique qualifié dans le secteur organisé de la construction en Afrique et les difficultés à atteindre l'équilibre souhaitable entre les trois grandes catégories de personnel de la construction (cadres, techniciens et ouvriers); le fait que les connaissances techniques à tous les niveaux n'étaient pas suffisamment diversifiées pour répondre aux besoins qualitatifs de l'industrie; le manque de coordination entre les divers établissements assurant la formation des diverses catégories de cadres dans l'industrie de la construction. Il est mentionné également dans cette partie la nécessité de mettre en place un programme de formation pour les corps de métier : charpentiers, maçons, plombiers, peintres, plâtriers et dessinateurs. Ce programme vise à leur permettre d'améliorer leurs aptitudes propres et la qualité de leurs travaux et de leur fournir la technologie se rapportant à leur métier.

13. La troisième partie fait remarquer l'importance du recensement des besoins de formation des spécialistes et des cadres moyens des établissements humains. Il y est suggéré que soit apporté un appui à la formation des cadres moyens et des équipes d'exécution et de gestion des projets pour qu'ils puissent assurer une formation en cours d'emploi et organiser des ateliers sur le problème des logements populaires pour les familles à faible revenu vivant dans les zones urbaines. Les programmes de recherche - développement ne sont pas convenablement liés aux programmes de formation et d'information et l'élaboration des programmes et la formation des formateurs accusent du retard par rapport aux changements structurels qui se produisent dans les domaines de la technologie et de la gestion appropriées aux établissements humains.

14. La quatrième partie est consacrée aux mesures et propositions propres à assurer le développement des services et programmes de formation dans le domaine des établissements humains. Ces recommandations s'articulent autour de quatre points : politique, planification et promotion; formation des spécialistes et du personnel d'appui; logement populaire et planification urbaine; coopération régionale et internationale. Ces recommandations, si elles arrivent à être appliquées, apporteront sans nul doute une amélioration des services et programmes de formation dans le domaine des établissements humains.

ii) Etude des mesures appropriées pour le développement des politiques foncières

15. Cette étude est l'une des activités prioritaires contenues dans la résolution 4(II) de la deuxième réunion du Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement. Elle a été réalisée à partir des données recueillies au cours d'une mission effectuée en République-Unie de Tanzanie, en Zambie, au Malawi, en Tunisie, en Algérie, au Maroc, au Sénégal et au Niger, ainsi que les réponses reçues de onze pays de la région au questionnaire sur l'évaluation de la situation dans le secteur des établissements humains en Afrique, qui a été envoyé à tous les pays par le secrétariat de la CEA.

16. La planification des établissements humains n'est pas concevable sans une maîtrise des sols. Les politiques foncières doivent assurer l'assignation rationnelle des usages du sol. Lorsque les mesures nécessaires à une maîtrise des sols sont inexistantes ou insuffisantes, la spéculation sur les sols à urbaniser peut freiner ou empêcher tout développement des établissements humains.

17. Les informations collectées pour réaliser cette étude ont confirmé que le prix du sol est l'obstacle majeur au fonctionnement et au développement des établissements humains dans la plupart des pays en Afrique. Malgré les efforts réels consentis dans ce domaine, peu de pays ont pu élaborer des politiques efficaces permettant d'affecter suffisamment de terrains pour la construction de logements destinés aux groupes sociaux à faible revenu.

iii) Réunion de groupe d'experts

18. Une réunion de groupe d'experts sur les directives et indicateurs pour l'élaboration de modèles nationaux de planification des établissements humains intégrée à la planification nationale de développement économique et social a été convoquée au siège de la CEA du 10 au 14 juin 1985. Cette réunion de groupe d'experts s'inscrit dans le cadre des efforts que la CEA a entrepris en vue d'aider les pays africains à aborder de façon de plus en plus efficace leurs problèmes de développement notamment les aspects liés aux politiques d'établissement des populations et leur répartition dans les espaces économiques et géographiques nationaux.

19. Six sujets ont été retenus pour servir de base aux travaux de la réunion. Ces sujets ont été regroupés en trois thèmes principaux, à savoir :

- a) la planification des établissements humains urbains;
- b) la planification des établissements humains ruraux;
- c) la planification des infrastructures.

20. Douze experts venant de onze pays et dix observateurs étaient invités à participer à la réunion et à présenter des documents sur les thèmes précités, et ce, en fonction de leurs expériences techniques dans le domaine de la planification des établissements humains.

21. Il est prévu que les résultats de la réunion constitueront le point de départ d'études approfondies sur l'intégration de la planification des établissements humains à la planification socio-économique nationale.

B. Développement des industries des matériaux de construction et du bâtiment

i) Etude pour le développement de systèmes décentralisés de production des matériaux de construction en Afrique

22. L'objectif de cette étude est de développer les aspects de la recherche dans le secteur de l'industrie des matériaux de construction; d'encourager et d'aider les pays africains à accroître leurs capacités en vue de promouvoir une croissance autonome dans le domaine de l'industrie des matériaux de construction et du bâtiment. Les produits de l'industrie des matériaux de construction couvrent de larges secteurs et trouvent une utilisation variée dans l'ingénierie de la construction, aussi bien dans la maintenance et le renouvellement des constructions existantes que dans la création d'une industrie des matériaux locaux de construction.

23. Le développement de systèmes décentralisés de production des matériaux de construction pourrait contribuer à améliorer l'approvisionnement et la distribution des matériaux de construction indispensables pour la construction à bon marché. Ceci permettrait également de porter une attention particulière au circuit informel des matériaux de construction.

ii) Reformulation des règles et règlements de construction

24. La reformulation des règles et règlements de construction est l'un des principaux éléments du programme de la CEA pour le développement des industries du bâtiment et des matériaux de construction. L'objectif est d'arriver à la formulation et à l'adoption de règles et règlements appropriés qui puissent répondre aux besoins locaux en matière de construction et encourager la production locale et l'utilisation efficace de matériaux de construction (garantie au financement et assurance).

25. Des propositions comme base pratique d'élaboration de nouvelles règles et règlements nationales pour les pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe avaient été présentées à la dernière réunion du Conseil des ministres du MULPOC de Lusaka en mars 1984 à Lusaka (Zambie). Ces propositions ont été acceptées et le secrétariat de la CEA poursuit l'étude en vue d'arriver à un modèle détaillé de règles et règlements de construction et les modalités de leur application efficace.

iii) Promotion de la recherche sur le bâtiment et les matériaux de construction

26. Le projet de transformation du Centre de la construction et du logement de Cacavelli à Lomé (Togo) en un Centre sous-régional de recherche sur les matériaux de construction et le bâtiment, qui desservirait dans un premier temps le Bénin, le Burkina Faso, la Guinée, le Sénégal et le Togo, a continué à retenir l'attention du secrétariat de la CEA.

27. Les cinq pays ci-dessus cités ont signé les documents relatifs à l'accord de projet et le statut du nouveau Centre. La CEA déploie des efforts pour encourager les autres pays de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest à participer aux activités du nouveau Centre sous-régional.

28. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a financé pour 75 000 dollars des E.U. le programme 1985-1986 du nouveau Centre sous-régional. Ceci a permis d'entreprendre la mission de consultation auprès des pays participants pour la préparation des documents de base portant sur les dispositions administratives intérimaires pour la phase 1985-1986 et les besoins prioritaires des pays membres. La première réunion du Conseil d'administration a été convoquée à l'issue de cette mission.

iv) Services consultatifs

29. A la demande du Gouvernement tanzanien, une étude a été entreprise sur la planification des systèmes décentralisés de production des matériaux de construction en République-Unie de Tanzanie. L'objet de cette étude est d'attirer l'attention des décideurs tanzaniens sur les éléments majeurs à prendre en compte pour s'assurer que les plans et programmes de développement de l'industrie des matériaux locaux de construction atteindront les résultats escomptés.

30. L'étude a passé en revue l'approche adoptée par le Gouvernement tanzanien en ce qui concerne le développement de l'industrie des matériaux de construction, examiné les sous-secteurs qui méritaient une attention particulière de la part du Gouvernement tanzanien et des propositions ont été faites pour des solutions à adopter.

v) Développement de la production du ciment en Afrique

31. L'importance du ciment pour le secteur de la construction a amené les chefs d'Etat et de Gouvernement africains à souligner la nécessité de parvenir d'ici l'an 2000 à l'autosuffisance dans le domaine de la production de ce matériau de construction en Afrique. L'étude avait essentiellement pour but de déterminer la situation actuelle de la production et de la consommation de ciment, les caractéristiques de l'exploitation et les problèmes des cimenteries. Des propositions ont été formulées sur la production additionnelle de ciment nécessaire, les perspectives d'optimisation de la production dans les usines existantes et les mesures à prendre pour y parvenir.

C. Mécanismes de financement des établissements humains

32. Au cours de la période considérée, une assistance technique a été fournie au Gouvernement botswanais dans le domaine du financement du logement par le biais d'une action commune de la CEA et du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (CNUEH - Habitat). Le CNUEH a financé et a demandé à l'un de ses fonctionnaires détaché au siège de la CEA d'entreprendre une mission au Botswana en août 1984. Cette mission faisait suite à celle déjà effectuée dans ce pays en décembre 1982. Il s'agissait d'animer un séminaire sur les mécanismes appropriés de financement du logement au Botswana. Le document de base de ce séminaire était constitué par le rapport d'assistance technique à ce même pays qui a été produit à l'issue de la mission de décembre 1982.

33. L'objectif de ce séminaire était de réunir toutes les institutions financières présentes au Botswana pour discuter du rapport de l'expert et préparer un programme d'action pour l'exécution des recommandations contenues dans le rapport. Les représentants de douze institutions financières avaient assisté à ce séminaire. Parmi les sujets qui ont été discutés nous avons :

- les sources et le volume des fonds pour l'institution proposée;
- quelle institution financière en matière de logement pourrait assumer les fonctions proposées;
- la capacité du Gouvernement botswanais à exécuter les propositions;
- l'assistance technique des agences du système des Nations Unies pendant la période initiale de développement.

34. Le séminaire s'est terminé par l'élaboration d'un programme d'action qui a été soumis au Gouvernement botswanais.

D. Directives et indicateurs en vue de la production des logements coopératifs, logements auto-assistés et autres formes de participation publique

35. Les pays africains prennent de plus en plus conscience de l'ampleur de la crise des logements, en particulier dans les régions urbaines et péri-urbaines. Les populations les plus touchées par ce problème de logements sont évidemment les populations à faible revenu qui constituent la grande majorité des villes africaines.

36. L'urgence et la gravité de cette crise du logement dans les pays du tiers monde en général, en Afrique en particulier justifient la résolution 36/71 adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1981 et selon laquelle l'année 1987 serait l'Année internationale du logement des sans abri.

37. Les expériences des divers pays africains ont permis de contrôler que la production de logements de types classiques par le secteur traditionnel ne permettait pas de résorber cette crise, en raison du coût élevé des constructions; par contre les politiques de logements coopératifs, logements auto-assistés et autres formes de participation publique semblent être des solutions appropriées à cette situation de logement en Afrique.

38. L'étude propose une approche dynamique du problème en insistant sur la nécessité de promouvoir de telles politiques de logements, afin que les pays africains dépassent le cadre formel et usuel des recommandations pour se donner les voies et moyens pour une promotion effective des logements coopératifs, logements auto-assistés et autres formes de participation publique.

39. Cette promotion se fera à travers des mesures administratives pour créer un contexte général favorable, l'amélioration des systèmes de financement existants (ainsi que la recherche d'autres sources de financement), la production et l'utilisation des matériaux de construction locaux, l'établissement des codes et règlements techniques de construction, l'allocation préférentielle des services aux coopératives de logements, l'encadrement et la formation, et la participation populaire.

E. Coopération entre la CEA et d'autres organisations internationales appartenant ou non au système des Nations Unies

40. En application de la résolution 4(II) de la deuxième réunion du Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement, pour une mise en oeuvre efficace des programmes régionaux d'établissements humains, le secrétariat de la CEA a maintenu des contacts avec le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (CNUEH - Habitat). Le programme d'activités de chaque organisation a été porté à la connaissance de l'autre pour mieux harmoniser les activités respectives des deux organisations.

41. Comme il a été souligné dans le chapitre précédent, la CEA et le CNUEH ont, en commun, mis au point et exécuté un programme d'assistance technique au Gouvernement botswanais pour l'amélioration des mécanismes de financement du logement dans ce pays.

42. Conformément à une des dispositions relatives aux sessions de la Commission des établissements humains, la CEA a participé sur le financement du CNUEH aux septième et huitième sessions de la Commission des établissements humains tenues respectivement à Libreville (Gabon) en mai 1984 et à Kingston (Jamaïque) en mai 1985. Le CNUEH a été invité par la CEA à participer à la réunion de groupe d'experts qu'elle a organisée à Addis-Abéba (Ethiopie) et qui portait sur les directives et indicateurs pour l'intégration de la planification des établissements humains à la planification nationale de développement économique et social.



43. Sur la demande du Centre expérimental de recherches et d'études du bâtiment et des travaux publics (CEBTP), la CEA participe activement à la préparation du séminaire régional africain sur l'habitat spontané et l'habitat économique qui sera organisé par l'UNESCO, le CEBTP et le Ministère éthiopien du développement urbain et de l'habitat, à Addis-Abeba du 18 au 21 novembre 1985 dans les locaux de la CEA. Ce séminaire entre dans le cadre des réunions sur l'habitat économique organisées tous les deux ans dans un pays africain. Le thème de base du séminaire est : "évolution de l'habitat péri-urbain et son intégration dans le milieu urbain". L'objectif poursuivi est de donner l'occasion à tous ceux qui s'intéressent à l'habitat spontané et économique de se rencontrer, de confronter leurs points de vue et d'échanger leurs expériences, au profit des pays africains.

44. La coopération avec l'Organisation internationale du travail (OIT) a porté essentiellement sur l'identification des projets susceptibles d'être exécutés conjointement par la CEA et l'OIT.

45. La coopération entre la CEA et l'Aide allemande de développement pour l'habitat social (DESVOS) a été relancée après la participation de cet organisme au séminaire organisé par la CEA sur l'incidence de l'initiative personnelle, des coopératives de logements et d'autres projets de participation populaire sur les programmes d'établissements humains. Une réunion a été tenue à la CEA, en présence d'un représentant du DESVOS, sur les modalités pratiques de mise en oeuvre de cette coopération. L'idée d'un programme d'assistance technique en rapport avec le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne a été émise. La DESVOS est chargée du suivi de ce projet auprès des autorités d'Allemagne fédérale.

46. La CEA a eu à relancer la Fondation allemande pour le développement international (DSE) pour l'organisation conjointe de séminaires à l'intention des pays africains francophones et anglophones, sur les mécanismes novateurs de financement du logement pour les groupes à faible revenu en Afrique. Un projet de document avait été préparé par la CEA et soumis à l'appréciation de la DSE. Les deux organisations continuent d'échanger des informations sur les politiques et programmes en matière d'établissements humains.

47. La CEA a également maintenu le contact avec la Réunion internationale des laboratoires d'essais et de recherche sur les matériaux de construction (RILEM) de Paris, pour la mise en oeuvre du projet de création d'un groupe régional africain de la RILEM. Cette décision a été prise lors du Colloque de Nairobi sur les matériaux de construction et le bâtiment qui avait été organisé conjointement par la RILEM et le CIB avec la participation active de la CEA.

#### F. Problèmes relatifs à la mise en oeuvre des activités

48. L'insuffisance des ressources financières reste la principale entrave à l'exécution correcte du programme d'activités du secrétariat du Comité intergouvernemental mixte. Le budget régulier de la Section des établissements humains connaît une baisse sensible, ce qui se répercute évidemment sur les possibilités de déplacement des fonctionnaires de la Section pour collecter les données indispensables pour l'exécution du programme d'activités et assurer une assistance technique adéquate aux gouvernements lorsque celle-ci est demandée. Les missions sur le terrain sont nécessaires devant les difficultés à

collecter des données par l'envoi de questionnaires. Les réponses reçues (onze) à l'issue du questionnaire sur l'évaluation de la situation dans le secteur des établissements humains constituent une preuve. L'espoir porté sur les ressources extrabudgétaires reste une illusion, du moins en ce qui concerne le secteur des établissements humains, pour lequel on constate que parmi les programmes cités par allocation des contributions aucun pays n'a retenu les établissements humains.

49. Le programme de développement des industries des matériaux de construction et du bâtiment exécuté par la Section depuis 1978 a été clôturé en avril 1984. Le Programme des Nations Unies pour le développement ayant mis fin à son financement, des difficultés sont apparues pour trouver d'autres sources de financement, malgré les efforts déployés par le secrétariat de la CEA.

50. L'insuffisance des ressources humaines occasionnée par le départ de deux fonctionnaires du programme de développement de l'industrie des matériaux de construction et du bâtiment a été compensée par l'arrivée de deux fonctionnaires recrutés sur le budget ordinaire. Ces deux fonctionnaires sont arrivés il y a seulement six mois, ce qui signifie que la Section a fonctionné pendant la majeure partie de la période couverte par ce rapport avec des ressources humaines très limitées.

51. Le manque de ressources extrabudgétaires a constitué un obstacle sérieux à la mise en oeuvre des résolutions sur le programme des établissements humains adoptées par le Comité mixte, à sa deuxième réunion. Le Comité mixte est par conséquent invité à examiner très sérieusement la question de la mobilisation de ressources financières additionnelles pour permettre au Secrétariat de fonctionner plus efficacement.

RESOLUTION 518(XIX) DE LA DIXIEME REUNION DE LA CONFERENCE  
DES MINISTRES DE LA CEA

Etablissements humains

La Conférence des ministres,

Rappelant ces résolutions 316(XIII) du 1er mars 1977 portant création du Comité régional intergouvernemental sur les établissements humains et l'environnement, 358(XIV) du 27 mars 1977 sur les arrangements institutionnels en matière d'établissements humains et 408(XVI) du 10 avril 1981 dans laquelle elle a approuvé l'inclusion dans le mandat du Comité régional intergouvernemental de l'étude des questions sur l'environnement,

Rappelant en outre la résolution 8(IV) de la quatrième Conférence des ministres de l'industrie en date du 26 novembre 1977,

Prenant note de la résolution 37/221 de l'Assemblée générale du 20 décembre 1982 sur "l'Année internationale du logement des sans-abri",

Ayant examiné le rapport 1/ de la deuxième réunion du Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement tenue à Addis-Abeba du 16 au 19 janvier 1984 et les résolutions adoptées à cette réunion,

Appréciant les activités entreprises par la CEA pour le développement des industries des matériaux de construction et du bâtiment,

Convaincue que les besoins en matière d'habitat et de construction demeurent le principal obstacle aux efforts de développement de l'ensemble des Etats membres et que ces derniers devraient constamment bénéficier d'une assistance devant leur permettre de lever cet obstacle,

Fait siens le rapport et les résolutions adoptés par le Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement à sa deuxième réunion;

Prie instamment les Etats membres, en collaboration avec le secrétariat de la CEA, de prendre les mesures propres à assurer l'exécution des activités spécifiques définies dans les résolutions adoptées par le Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement;

Lance un appel aux Etats membres pour qu'ils prennent, en collaboration avec le secrétariat de la CEA, les mesures propres à assurer la participation de la région africaine à l'ensemble des activités de "l'Année internationale du logement des sans-abri";

Recommande que soit renforcée la coopération entre le secrétariat de la CEA, le CNUEH, la FAO, l'OIT, l'ONUDI et toutes les organisations non-gouvernementales et intergouvernementales en vue de promouvoir les activités en matière d'établissements humains dans la région africaine;

Prie le Secrétaire exécutif de la CEA de prendre les mesures nécessaires pour assurer l'application de la présente résolution.

233ème séance  
26 mai 1984